

# Londres privatise l'aide sociale

---

Plus cela marche, plus l'investisseur y gagne. C'est l'une des idées de David Cameron.

---

## ROYAUME-UNI

**T**rouvaille en période d'austérité ou démission de l'Etat? Les autorités britanniques commencent à faire appel, pour financer des politiques sociales, à des investisseurs rétribués au résultat.

Inauguré au Royaume-Uni en 2010, ce mécanisme porte le nom de "*social impact bond*" ("obligations à impact social"): une association est chargée par les pouvoirs publics de mettre en œuvre un programme à visée sociale, mais en utilisant des fonds privés.

Le risque financier est pris par l'investisseur – organisation philanthropique, fondation, particulier – et non par le contribuable, puisque l'argent public n'est versé qu'en cas de succès. Si le programme mar-

che, l'investisseur touche des profits. Sinon, il peut en théorie tout perdre.

Ce mécanisme s'inscrit dans la philosophie de la "*Big Society*" promue par le Premier ministre conservateur, David Cameron, visant à transférer des compétences de l'Etat vers la société civile, en sous-traitant de plus en plus de services publics. Il illustre la volonté du gouvernement d'encourager plus généralement une culture du "*paiement au résultat*".

Ces "*social impact bonds*" sont scrutés ailleurs dans le monde et ont déjà essaimé aux Etats-Unis. Ce type de financement original a été inauguré en 2010 pour un projet à la prison de Peterborough visant à aider 3 000 détenus condamnés à des courtes peines à se réinsérer à leur sortie. Si le taux de récidive chute d'au moins 7,5%, les investisseurs perçoivent des intérêts pouvant aller jusqu'à 13% par an. Mais les premiers résultats de ce programme d'une durée de six ans ne devraient pas être connus avant 2014. (AFP)